



Fonds de solidarité intersyndicale



L'ISP a créé un fonds d'aide directe aux syndicats dont l'infrastructure et les capacités ont été détruites

par les raz-de-marée du 26 décembre. Ce fonds les aidera à se reconstruire et à participer pleinement au rétablissement des services publics dans la région. Puisqu'il s'agit d'un fonds intersyndical, les dons seront effectués par les syndicats affiliés ou via ceux-ci. Une contribution initiale de 100.000 USD du syndicat japonais [JICHIRO](#) a permis sa création et les dons continuent à affluer. Pour obtenir de plus amples informations à ce sujet : communications@world-psi.org

Les syndicats des services publics réagissent



La région d'Aceh (photo) est l'une des plus touchées par le tsunami. Nous avons effectué un premier don de 10.000 USD pour participer à la construction d'un abri

d'urgence à Banda Aceh, à hauteur des dons des organisations syndicales et entreprises locales. 20.000 USD supplémentaires ont été assurés sur place. Les représentant(e)s de l'ISP sont actuellement à pied d'œuvre en Thaïlande, en Inde et en Indonésie, et se rendent dans les régions sinistrées pour déterminer les besoins et l'aide que nous pouvons apporter.

Après le départ des journalistes



Mais que se passera-t-il ensuite, quand les journalistes seront partis ? Nos affiliés et leurs membres continueront longtemps à se battre pour reconstruire les infrastructures et les services dans la région.

Après le tremblement de terre qui s'était produit l'année dernière à Bam, en Iran, les porte-parole gouvernementaux avaient annoncé une promesse d'aide de la communauté internationale d'1,1 milliard d'USD. Or, seuls 17,5 millions d'USD ont effectivement été reçus. La majeure partie des fonds a été prélevée sur des budgets d'aide existants et des conditions de privatisation des services ont été posées. L'ISP suivra de près les efforts de reconstruction et veillera à ce que les syndicats participent à la planification ainsi qu'à la prestation des services, une fois ceux-ci rétablis.

➔ Pour en savoir plus sur le fonds de solidarité ou la réponse de l'ISP à la crise : communications@world-psi.org.

Bref tour d'horizon des initiatives de nos syndicats

En Indonésie...



Le syndicat du personnel de la compagnie d'électricité indonésienne (SP PLN) comptait 4000 membres à Aceh, sur la côte ouest de l'île de Sumatra. À ce jour, 700 décès ont été confirmés parmi ceux-ci et leurs proches, et un millier de membres manquent

toujours à l'appel. Les centrales électriques, le réseau de distribution et les locaux ont été détruits. Cette région est la plus proche de l'épicentre du tremblement de terre de magnitude 9 qui a provoqué le raz-de-marée et fait plus de 95.000 victimes en Indonésie. Et pourtant, le 5 janvier, 85% des lignes électriques avaient déjà été rétablies dans les villes d'Aceh. Le président et d'autres responsables du syndicat SP PLN se sont rendus sur place deux jours après la catastrophe pour évaluer l'ampleur des dégâts et le SP PLN a ensuite mobilisé des équipes de parfois 115 volontaires qui se sont rendus à Aceh avec des camions entiers de vivres. En une semaine, le SP PLN a récolté 26.200 USD pour financer un abri d'urgence. Le syndicat a l'intention d'envoyer d'autres convois alimentaires la semaine prochaine, ainsi que des équipes de forage d'eau potable.

Au Sri Lanka...



La côte sud-est du Sri Lanka, sur la trajectoire directe du tsunami, a été la première à être touchée. Le 1^{er} janvier, des membres du

Public Service United Nurses Union s'y sont rendus avec des camionnettes de vivres, du matériel médical, du personnel infirmier et des médecins. Dans un paysage dévasté, ils ont soigné les blessés, vérifié la suffisance des stocks des hôpitaux locaux et apporté des fournitures et des vêtements. Le syndicat planifie déjà les étapes suivantes, et l'ISP lui a proposé son aide.

En Thaïlande...



Les syndicats ont créé un fonds d'aide d'urgence le lendemain des raz-de-marée et ont récolté près de 15.000 USD. Depuis le 28 décembre, un réseau syndical de résistance à la privatisation (Public Utilities Protection Network)

organise au départ de Bangkok le transport de vivres, vêtements, médicaments, bouteilles d'eau et cercueils.

Comment aider ?

Votre syndicat peut effectuer un don via le fonds de solidarité de l'ISP (voir page précédente). Une aide peut également être apportée à titre individuel de diverses manières. Une page Internet du site de l'OMS prodigue des conseils aux professionnels de la santé désireux de se rendre utiles. Celle-ci contient des renseignements sur les dons en espèces, les dons en nature (dont les dons de médicaments) et le recrutement d'urgentistes. Voir

http://www.who.int/hac/crises/international/asia_tsunami/en/

Vous pouvez également aider via :

» CARE

<http://www.care.org/>, et choisir votre pays

» la Croix-Rouge et les Sociétés du Croissant rouge

http://www.ifrc.org/helpnow/donate/donate_response.asp

» UNHCR

<http://www.unhcr.ch/donate/redirect.html>

» Programme alimentaire mondial des Nations Unies

http://www.wfp.org/how_to_help/support_wfp/online.html

» UNICEF

<http://www.supportunicef.org/site/pp.asp?c=iul1LdP0G&b=276341>

Syndicats en Irak



Les travailleurs(euses) irakiens avaient espéré que la chute de Saddam Hussein leur permettrait de recouvrer des droits perdus, comme celui de former un syndicat indépendant. En 1987, il avait été interdit aux agent(e)s des entreprises publiques de former des

syndicats. Le mouvement travailliste américain a demandé l'abrogation de cette loi à plusieurs occasions. Un représentant britannique de l'Autorité provisoire de la coalition, récemment interpellé à ce sujet, a déclaré : « Je compte dire au ministre irakien que ces visites lui prennent trop de temps et qu'il ferait mieux de se consacrer à ses fonctions. »

Diviser pour mieux régner



Une nouvelle étude menée pour le compte de l'ISP indique que la ZLEA et l'AGCS affaiblissent grandement la souveraineté des gouvernements et leur capacité à réglementer dans l'intérêt public.

L'étude, intitulée « Divide and Conquer » (« Diviser pour mieux régner ») dissèque les mécanismes par lesquels ces deux traités s'approprient les compétences des gouvernements locaux, régionaux et nationaux, en passant outre la capacité d'un gouvernement à favoriser des entreprises nationales pour les investissements, à veiller à la protection de l'environnement ou à s'approvisionner auprès de fournisseurs locaux. Les règles commerciales pourraient également porter sur l'homologation de sites de déchets toxiques, l'établissement de normes sur la qualité de l'eau et l'accréditation des écoles, hôpitaux et universités. Pour de plus amples informations : <http://www.world-psi.org/interamericas>. Pour recevoir cette étude (disponible en anglais ou en espagnol), merci d'écrire à communications@world-psi.org

Le reste de l'actualité du mois

Une privatisation annulée en Indonésie



Les travailleurs(euses) indonésiens de l'énergie ont remporté une grande victoire au début du mois de décembre, avec l'abrogation par un tribunal de la loi sur la privatisation du réseau d'électricité. Celle-ci avait été imposée en 2003 dans le cadre

d'un prêt de la Banque mondiale. Les syndicats indonésiens figuraient parmi les plaignants. Le tribunal a jugé que les services d'électricité revêtaient un intérêt vital pour la nation et qu'ils devaient rester aux mains du gouvernement.

2005 : l'année qui a changé le monde ?



« Nous voulons que l'on se souvienne de 2005 comme de l'année qui a changé le monde ».

C'est avec ces mots que Steve Tibbett, d'[ActionAid](http://www.actionaid.org), a présenté le rapport « Make Poverty History » à Tony Blair. Ce rapport est le fruit des efforts de la Coalition mondiale contre la pauvreté, dont font partie des syndicats, l'ISP, des associations caritatives, des groupes de campagne et des célébrités, qui ambitionne de devenir la coalition la plus influente jamais créée pour lutter contre la pauvreté dans le monde. Ce rapport peut vous être envoyé par courrier électronique, sur demande à l'adresse communications@world-psi.org. Il marque le lancement d'une campagne internationale de lutte contre la pauvreté sans précédent. Pour connaître

les activités organisées dans votre pays et savoir comment y participer : <http://www.whiteband.org/>

2005: quelques dates à retenir

17 janvier : Rapport du Projet du Millénaire aux Nations Unies

<http://www.unmillenniumproject.org/html/about.shtml>

21-26 janvier : Forum social mondial de Porto Alegre

http://www.forumsocialmundial.org.br/index.php?cd_language=2&id_menu=

Avril : Rapport de la Commission pour l'Afrique

11-22 avril : Commission des Nations Unies sur le développement durable

<http://www.un.org/esa/sustdev/csd/csd13/csd13.htm>

6-8 juillet : Sommet du G8

<http://www.g8.gc.ca/menu-en.asp>

Septembre : Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies
Sommet sur les Objectifs de développement du Millénaire

<http://www.un-ngls.org/MDG/unaction.htm - 1>

13-18 décembre : Sommet de l'OMC à Hong Kong

http://www.wto.org/english/thewto_e/minist_e/min05_e/min05_e.htm

Connaissez-vous le Flash ISP ?



C'est peut-être la première fois que vous recevez le Flash ISP par e-mail. Si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de répondre en utilisant « unsubscribe » sur votre message.

PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL
email psi@world-psi.org
Tel +33 (0)4 5040 6464
Fax +33 (0)4 5040 7320
B.P. 9, 01211
Ferney-Voltaire Cedex
France
www.world-psi.org

Visas refusés !



Une action de protestation novatrice est prévue par les ONG et l'ISP à l'occasion de l'importante réunion de l'OMC qui se tiendra à Genève du 7 au 25 février et qui s'inscrit dans le cadre des négociations sur l'Accord général sur le commerce des services. Lors de cette réunion

cruciale, les ministres du commerce subiront d'intenses pressions pour que davantage de services soient livrés aux forces du marché et donc, aux multinationales. Les ONG se réuniront au préalable pour discuter des modalités d'un « permis », qui ne serait délivré qu'aux participant(e)s s'étant engagés par écrit à préserver les services. Ceux et celles qui réussiront à prendre l'avion sans ce permis seront, nous l'espérons, interceptés à Genève avant d'avoir eu le temps de se réfugier dans le bastion de l'OMC. Les affiliés qui souhaitent participer à ces actions au niveau local sont invités à contacter Mike Waghorne (mike.waghorne@world-psi.org).